

## PARALLÈLEMENT À L'ENTRÉE EN VIGUEUR D'UN NOUVEL ORGANIGRAMME AUX AE

# Mouvement imminent parmi les diplomates

**Un travail de fond s'effectue actuellement au ministère des Affaires étrangères. Il devrait donner lieu à une réorganisation totale des structures internes et permettre en parallèle de procéder à un important mouvement dans le corps diplomatique.**

**Abla Chérif - Alger (Le Soir) -** Le MAE est en pleine effervescence. Les échos des changements qui s'y déroulent dépassent d'ailleurs l'enceinte du ministère de souveraineté permettant ainsi d'apprendre que du nouveau est à attendre dans les prochains jours.

Dès sa prise de fonction, fait-on savoir, le nouveau ministre a révélé sa volonté d'insuffler une nouvelle dynamique destinée à faire valoir les «compétences et les potentialités» existant autour de lui. Dans les faits, cela s'est traduit par l'organisation d'une réunion avec tous les cadres du ministère deux semaines après sa nomination, un évènement, affirment des diplomates qui avouent ne pas avoir été conviés à une rencontre de ce genre depuis longtemps.

Jeudi dernier, Abdelkader Messahel a cependant de nouveau réuni les cadres de son ministère pour leur annoncer cette fois-ci qu'un nouvel organigramme allait être mis en place dans la perspective d'améliorer le travail de rendement des structures

internes. Le projet, qui devrait voir le jour incessamment a été pris en charge par un groupe d'ambassadeurs chevronnés et bien au fait du fonctionnement de la boîte. Parmi eux des noms connus sur la scène nationale et médiatique. L'un des résultats du travail enclenché a débouché sur la nécessité de fusionner certaines directions avec celles ayant fait leur temps par souci d'efficacité, mais aussi et surtout pour restreindre le budget de dépenses.

La mise en place de cet organigramme devrait être annoncée publiquement après que la liste aura reçu l'aval des plus hautes autorités de l'Etat comme le veut la tradition lorsque la situation concerne les ministères de souveraineté. Parallèlement, et selon les informations auxquelles nous avons pu avoir accès, le ministre des Affaires étrangères a annoncé jeudi à ses cadres que la restructuration de son département allait être suivie d'un vaste mouvement du corps diplomatique. Ce mouvement que l'on dit imminent est très

attendu pour différentes raisons. Au sein des diplomates eux-mêmes, un mécontentement gronde depuis certaines années en raison du gel de toute nomination à l'étranger, ce qui a été considéré comme un véritable «frein mis à notre carrière», confie l'un des concernés qui ajoute que les conséquences «se sont également faites ressentir sur les familles et particulièrement les enfants scolarisés».

Sur un autre plan, le mouvement devrait permettre de pourvoir enfin les postes vides à l'étranger en représentants de l'Etat algérien. L'ambassade d'Algérie en France demeure à ce titre un exemple flagrant de la situation qui régnait jusque là. Amar Bendjama avait été rappelé sans que le motif de cette mesure ne soit rendu public donnant ainsi libre cours à toutes les spéculations. De nombreuses autres structures similaires se trouvent malheureusement dans la même situation.

L'annonce du mouvement diplomatique a immédiatement donné lieu à de nombreuses rumeurs et supputations autour des éventuels changements qui seront opérés. «Tous les noms avancés relèvent de la pure spéculation ou interprétation de situations données»,



Photo Samir Sid

**Un mouvement très attendu.**

poursuivent nos sources qui rappellent que la liste fournie par le ministère doit impérativement être avalisée par la présidence de la République. Une chose est sûre, elle comporte les noms de responsables de directions se retrouvant sans poste fixe dans le nouvel organigramme du ministère, mais aussi, dit-on, de nouvelles figures choisies pour leurs compétences.

Parmi les ambassades d'Algérie où s'effectueront des changements, on évoque notamment celle de Montréal et de Tunis où un rappel des ambassadeurs a été ordonné. Bruxelles, les Pays-bas et probablement New-York

sont eux aussi appelés à connaître des changements. «On dit que personne ne sera lésé et que les nominations concerneront également les diplomates qui n'ont pas encore bouclé les quatre années à passer en Algérie avant de pouvoir être nommés. Tant mieux pour eux, c'est la compétence qui prime». La liste définitive sera donc finalisée au plus haut niveau de l'Etat qui dispose aussi d'un quota à faire valoir.

Les rumeurs autour de nomination de walis sans poste depuis le dernier remaniement et d'anciens ministres vont bon train...

**A. C.**

## COMMERCE

# Saci et ses cadres en conclave

**Une rencontre nationale des cadres du secteur du commerce, portant sur la modernisation et l'informatisation, se fera dès les prochains jours, ce qui permettra de traiter les demandes des citoyens en temps et en heures. A ce propos, le ministre du Commerce, Saci Ahmed Abdelhafid, a précisé qu'«un accord a été signé entre Algérie Télécom et les différents directeurs locaux, pour la prise en charge des problèmes qui se posent», hier, au siège de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (AIGEX).**

**Mounira Amine-Seka - Alger (Le Soir) -** Lors de son discours, le ministre a précisé que cette stratégie n'est que la continuité de ce qui a été fait au préalable. Une stratégie dont la visée est de valoriser les objectifs déjà atteints, dans son secteur et l'interaction avec les nouvelles données du marché, ainsi que les relations extérieures du pays. M. Saci a également mis en exergue l'importance des moyens humains «sans lesquels les objectifs n'auraient jamais été atteints» ; et celle de l'investissement dans la formation.

L'autre objectif étant la régulation des marchés et la préservation de la santé publique, ainsi que celle du pouvoir d'achat. «Il est vrai que lorsque les ressources de l'Etat étaient abondantes, aucune barrière ne s'imposait quant aux importations, à part la préservation de la santé des citoyens. Seulement, les choses ont changé et les moyens financiers disponibles forcent l'Etat à mettre des limites aux importations, tout en mainte-

nant la stabilité des marchés», a-t-il déclaré, ajoutant que la limitation des importations imposera le respect de l'industrie nationale. Tout cela se fera parallèlement en respectant les engagements de l'Algérie avec l'Union européenne, les pays arabes et plus tard, les pays africains, à travers les différentes conventions ratifiées.

La directrice des relations extérieures à la Chambre algérienne du commerce et de l'industrie (CACI), M<sup>me</sup> Ouahiba Bahloul, a dévoilé le projet de «la cartographie économique que la CACI propose de réaliser, qui n'est autre qu'une base de données qui donnera plus de fiabilité à l'information et plus de visibilité aux opérateurs économiques. Elle sera un outil d'aide aux décisions des pouvoirs publics et permettra une meilleure vision aussi bien pour les opérateurs économiques que les investisseurs».

Cette initiative pourrait se faire aider par la Nomenclature des activités économiques (NAE) qui,



Photo : NewPress

**Saci Ahmed Abdelhafid, ministre du Commerce.**

selon son directeur général, M. Soufiane Mimouni, regroupe 1 566 activités.

Concernant l'automobile, M. Saci a précisé que le chiffre des 500 millions de dollars d'importation des véhicules ne sort pas des caisses de l'Etat, «mais c'est l'importation de particuliers, dont les moudjahidine à travers leurs licences, ce qui est leur droit».

S'agissant du dossier concernant le montage et l'industrie, celui-ci est ouvert au niveau du ministère de l'Industrie, suivi par un groupe de travail dont le résultat sera communiqué.

Concernant l'importation et l'aspect commercial, «lorsque la licence sera libérée et les quotas connus, les décisions seront portées à la connaissance des concessionnaires». Quant aux diffé-

rents rounds de négociation avec l'Organisation mondiale du commerce, le ministre a précisé qu'un autre round est prévu pour ce mois de juillet, lors duquel les intérêts du pays seront mis en avant. Les lois concernant la régulation de la concurrence seront revues, conformément aux directives de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Cnuced.

Evoquant l'inflation, le ministre du Commerce a déclaré que celle-ci était «maîtrisée» et qu'un nombre de dispositifs légaux ; et que d'autres démarches sont développées par d'autres ministères, afin de lutter contre l'inflation. «De notre côté, la principale chose que nous pouvons développer et qui puisse maîtriser le prix, la qualité et la traçabilité du produit, sera la régulation des marchés et la multiplication des espaces et surfaces commerciaux. Une solution à développer avec le privé, à l'exception des huit marchés de gros pour lesquels une enveloppe de 19,03 milliards de dinars est consacrée ; et des marchés municipaux qui seront entièrement pris en charge par l'Etat.».

Toujours dans le volet des importations, les matériaux de rond à béton, le bois et autres matériaux de construction, le ministre a précisé que l'information sera transmise dès l'autorisation du gouvernement à cet effet.

**M. A.-S.**

## MOUVANCE ISLAMISTE

# El Islah appelle à un «consensus national»

**El Islah appelle à un consensus national. Seule issue, selon le parti, pour une sortie de crise.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir) -** Filali Ghouini a organisé une conférence de presse hier pour revenir sur les recommandations de l'université d'été du parti tenue du 9 au 11 juillet derniers.

Ghouini estime que le pays traverse une crise inédite. Pour s'en sortir, l'intervenant propose d'aller vers un consensus national. L'initiative n'est pas à ses débuts. Le SG d'El Islah a rappelé que son parti a déjà lancé l'initiative avant les dernières législatives. Les pourparlers entamés avec la classe politique, dit-il, ont été suspendus en raison de ce rendez-vous électoral.

Le parti a donc décidé de relancer son projet qui doit regrouper le pouvoir, la classe politique, la société civile et l'ensemble des acteurs de la société. D'autant que, dit-il, toutes les initiatives lancées auparavant, que ce soit par l'opposition, les partis de la coalition ou autres, n'ont pas réussi à aboutir à une solution.

L'objectif est de sortir avec une feuille de route commune «qui permettra au pays de dépasser cette période difficile et relancer son économie». Les indices financiers, poursuit l'intervenant, sont au rouge.

Le prix du baril du pétrole ne va pas dépasser les 60 dollars d'ici encore quelques années et nos réserves de changes et le Trésor public s'épuisent au fur et à mesure. «Nous ne pourrions pas maîtriser notre équilibre financier encore pour longtemps» avertit Ghouini. Ce dernier estime que le projet a toutes ses chances d'aboutir si le pouvoir y adhère. A ce sujet, le confédéré n'a aucun doute.

Le pouvoir, dit-il, a déjà émis sa volonté d'aller dans ce sens notamment à travers le discours du président de la République du 1<sup>er</sup> novembre dernier où il évoque la création d'un Front national interne.

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a aussi, ajoute-t-il, inclus pour la première fois dans son discours le partenaire politique. Ce sont autant de signaux positifs, estime le SG d'El Islah, qui peuvent permettre l'aboutissement du projet d'un consensus.

**S. A.**